



HAL
open science

Le mythe de la rupture totalitaire

Arthur Guezengar

► **To cite this version:**

Arthur Guezengar. Le mythe de la rupture totalitaire. Où situer le communisme, entre démocratie et totalitarisme?, Université Paris Diderot, May 2018, Paris, France. hal-01899823

HAL Id: hal-01899823

<https://hal.science/hal-01899823>

Submitted on 19 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Où situer le communisme, entre démocratie et totalitarisme ?

« Le mythe de la rupture totalitaire »

Le terme « totalitarisme » s'est imposé dans les années 50 pour définir un régime nouveau, en rupture totale avec la modernité. Garde-t-il sa pertinence pour les sciences sociales plus de 60 ans après sa conceptualisation ? Au moment de la première publication des *Origines du totalitarisme*, le goulag était toujours une réalité pour plusieurs millions de citoyens soviétiques, la Chine maoïste n'avait pas rompu avec l'URSS de Staline, tandis que le PCF flirtait avec 25% de suffrages exprimés. Depuis, le mur de Berlin s'est effondré et les archives de l'URSS ont été ouvertes. L'écart avec les analyses politiques d'Arendt s'est creusé à mesure que les historiens ont déterré de nouveaux faits, rendant ses apories plus visibles. En instituant un rapport quasi-exclusif entre Staline et Hitler, la notion de totalitarisme a en effet limité les analyses du communisme dans sa globalité, induisant l'idée que l'URSS serait plus proche du nazisme que de la Chine maoïste avec laquelle elle partage pourtant une idéologie commune. Les aspérités du régime stalinien en particulier, sa dimension mafieuse comme les conflits entre ses factions, ont été gommées au profit d'une conception du régime totalitaire comme un ensemble monolithique et irrationnel, aspirant au contrôle total de la société. Pourtant, malgré ses limites, l'idée de totalitarisme conditionne toujours nos représentations du communisme. Tout en reconnaissant la faiblesse historique, Enzo Traverso continue ainsi d'y voir une approximation féconde sur le plan intellectuel. A rebours de ces interprétations, la présente intervention propose de montrer en quoi le concept de totalitarisme a orienté l'historiographie sur le communisme et a interdit d'y voir un phénomène à part entière, pourtant central dans l'histoire du 20^e siècle. En confrontant les interprétations d'Hannah avec les travaux d'historiens contemporains, l'enjeu est ainsi de repenser le communisme au sein d'une histoire qui lui est propre, sans y voir la manifestation d'une rupture totalitaire avec la modernité.

Mots-clés : Arendt, Hannah (1906-1975) ; Philosophie politique ; Totalitarisme ; Communisme ; Idéologie et historiographie

A. La rupture totalitaire

Hannah Arendt est l'un des premiers penseurs à avoir théorisé le concept de totalitarisme. Très marquée par l'expérience du nazisme auquel elle a directement été confrontée et dont l'arrivée au pouvoir est la cause de son émigration aux Etats-Unis, l'œuvre arendtienne peut se lire comme une tentative de trouver dans l'histoire contemporaine les motifs qui ont permis l'émergence de la catastrophe totalitaire. La notion de totalitarisme telle qu'on la connaît aujourd'hui, incarnée par les deux régimes que sont l'Allemagne nazie et la Russie stalinienne, n'apparaît pourtant pas immédiatement dans la réflexion arendtienne sur les origines. Le communisme est en effet relativement absent de sa réflexion jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale et c'est essentiellement sur le nazisme que portent ses recherches. Le projet initial des *Origines du totalitarisme* proposé en 1946 ne comportait d'ailleurs aucune comparaison avec le communisme. La quatrième partie s'intitulait « L'impérialisme accompli » et se concluait par le chapitre « L'impérialisme racial : le nazisme »¹. Le cœur de l'analyse arendtienne était donc la relation de continuité du nazisme avec l'impérialisme, et sa nature raciste et colonial, davantage que sa proximité avec le régime stalinien. Le concept de totalitarisme n'apparaîtra lui-même qu'avec la prise en compte de l'URSS, à partir de 1947. L'idée d'un régime totalitaire entièrement nouveau et en rupture avec la modernité naît ainsi de l'amalgame entre nazisme et stalinisme, la réflexion d'Arendt sur le national-socialiste constituant l'ossature de son analyse de la nature du totalitarisme.

1. *Le totalitarisme, rupture avec la modernité*

L'entreprise arendtienne consiste dès lors en une double opération. Il s'agit d'une part de montrer en quoi la naissance du totalitarisme s'appuie sur l'évolution d'une société moderne et son aliénation par rapport au monde, tout en montrant d'autre part que le totalitarisme s'oppose à l'ensemble des fondements de la modernité et constitue une véritable rupture avec la condition humaine. Cette volonté de faire du totalitarisme un régime en rupture avec le monde commun se traduit dans la radicalité avec laquelle Hannah Arendt décrit sa nature de l'organisation totalitaire. Au cours de son analyse elle prend ainsi soin de montrer que les régimes totalitaires se démarquent de l'ensemble des régimes politiques qui les ont précédés. Il ne s'agit pas de régimes autoritaires ou tyranniques dans lesquels un chef suprême disposerait du pouvoir absolu, mais bien d'un système à part, entièrement nouveau,

¹ KATIA GENEL, *Hannah Arendt l'expérience de la liberté*, p. 58, [Paris] : Belin, 2016

et caractérisés par un enchevêtrement de corps intermédiaires se surveillant les uns les autres pour donner au régime une impression de mouvement permanent.

Plus qu'un nouveau régime politique, le totalitarisme se présente ainsi comme l'aliénation de toute activité politique. Il ne s'agit pas d'un système politique fondé sur les interactions de ses membres et leur capacité à agir autour d'un espace commun, mais d'une organisation bureaucratique aspirant à la domination totale, caractérisée par l'impuissance et la déresponsabilisation de ses membres. Cherchant à « *en finir une bonne fois pour toutes avec la neutralité du jeu d'échecs*, c'est-à-dire avec l'existence autonome d'absolument n'importe quelle activité »², la structure totalitaire se traduit par la destruction de tout lien social qui pourrait unir des individus en dehors du mouvement. Le totalitarisme n'est pas hostile au jeu d'échec en soi, mais à sa neutralité, c'est-à-dire à son refus de s'impliquer dans le mouvement. Dès qu'une activité est pratiquée pour elle-même, qu'elle n'est pas organisée et contrôlée par le régime, elle s'oppose à l'ordre voulu par le totalitarisme.

Pour Hannah Arendt, les régimes totalitaires dépassent toutes les formes d'oppression qui ont pu exister auparavant par leur rejet radical de toutes les organisations qui disposeraient d'une existence propre, menée en dehors du parti. Cette dissolution de toute société indépendante du mouvement se traduit dans tous les aspects de la vie civile. Le régime ne se contentera pas d'enlever les enfants d'opposants politiques pour les confier à des partisans du pouvoir comme ont pu le faire les régimes de Franco ou de Pinochet : il organisera la dissolution de tout lien familial. Un Etat totalitaire ne se contente pas de diriger des êtres humains, mais fait en sorte qu'ils se comportent comme les parties d'un tout agissant de concert sans interagir les uns avec les autres.

2. *La propagande totalitaire*

La radicalité de la rupture avec le monde commun se traduit dès lors par la manière dont le régime se constitue en un véritable monde de mensonge se substituant totalement à la réalité par le biais de la propagande et du conditionnement. Hannah Arendt distingue la propagande totalitaire du mensonge classique, affirmant qu'elle consiste à « établir un monde fictif capable de concurrencer le monde réel, dont le principal désavantage est de ne pas être logique, cohérent et organisé »³. Alors que le mensonge traditionnel vise l'accès à

² HANNAH ARENDT, *Les Origines du totalitarisme*, p. 690, édition Quarto Gallimard., 2002

³ *Ibid.*, p. 683

l'information, et préserve donc la distinction entre vérité et fausseté au moins pour ses auteurs, le mensonge moderne s'attaque à des faits parfois connus de tous au point de fausser entièrement la notion même de vérité factuelle. Il s'agit plus d'une simple dissimulation des faits à des fins politiques, mais d'une tentative de falsifier des faits connus de tous afin d'y substituer une fiction collective en faveur du régime, quitte à effacer toutes les traces et personnes qui pourraient en témoigner.

Plus qu'un discours idéologique au service du pouvoir la propagande est l'essence même du régime, et on a l'impression en lisant la description du régime totalitaire que tous ses membres sont pris au piège d'une vaste illusion érigée en système. Afin de prouver que ses affirmations sont vraies, la structure totalitaire préfère faire comme si la situation qu'elle prétend résoudre n'existait pas plutôt que se confronter à la réalité du monde : « Lorsque Staline décida de réécrire l'histoire de la révolution russe, la propagande en faveur de la nouvelle version consista à détruire, en même temps que les livres et documents anciens, leurs auteurs et leurs lecteurs »⁴. La propagande totalitaire est ainsi capable de se transformer en réalité concrète si cela lui permet de démontrer la cohérence de ses mensonges. Selon Arendt, Staline ne s'est pas contenté d'une simple censure pour imposer sa vision de l'histoire de la révolution. Il n'a pas seulement modifié les supports datant de cette époque, mais a éliminé physiquement tous leurs auteurs et tous leurs lecteurs.

Le mensonge totalitaire n'est de plus pas lié à une quelconque stratégie. Le noyau idéologique des régimes totalitaires est anti-utilitariste et s'oppose à toute analyse qui reposerait sur l'intérêt de ses membres. La fiction totalitaire n'est pas un outil de contrôle mais une négation de la réalité, qui structure le mouvement en le préservant du monde extérieur. Si les mécanismes du totalitarisme pouvaient être rendus en termes de fins et de moyens, alors il pourrait être intégré à la théorie qui fait traditionnellement de l'intérêt concret le moteur de la vie politique. Il n'y aurait donc pas cette scission entre les membres du mouvement et le reste de l'humanité que garantit la propagande totalitaire.

« En matière politique, le scientisme continue à présupposer qu'il a pour objet le bien-être de l'humanité, concept profondément étranger au totalitarisme »⁵. L'idéologie totalitaire n'est pas utilitaire, elle ne cherche pas à promouvoir l'intérêt de ses membres mais à se faire

⁴ *Ibid.*, p. 658

⁵ *Ibid.* p. 665

l'interprète de forces nécessaires qui agissent indépendamment des individus. La fiction est l'arrière-plan à partir duquel les membres du mouvement pensent et agissent, et cette fiction ne repose que sur elle-même. Elle n'est liée à aucun des enjeux traditionnels qui structurent la vie politique mais se présente au contraire comme une scission avec le monde commun.

3. *Un régime de terreur*

La violence à l'œuvre dans les régimes totalitaires obéit à la même logique. Plus qu'un outil de répression au service de l'Etat, la violence est la manifestation même du pouvoir totalitaire. Hannah Arendt distingue alors l'usage traditionnel de la violence du « cercle de fer »⁶ de la terreur. Comme la propagande par rapport au mensonge, la terreur se démarque de la violence par son absence de finalité. Il ne s'agit plus d'un instrument visant obtenir des résultats déterminés mais de l'expression d'une politique aliénée et tournant sur elle-même. Alors qu'elle insiste sur le caractère instrumental de la violence, dont l'usage est déterminé par les objectifs qu'on lui a assignés, Arendt fait de la terreur une violence pure et sans fin, se retournant sans cesse contre de nouveaux ennemis fictifs ou réels, pour alimenter l'état d'agitation qui donne au totalitarisme l'illusion d'incarner les mouvements de l'histoire.

L'usage de la violence relève d'une logique selon laquelle on ne peut pas faire d'omelettes sans casser des œufs. La terreur relève, elle, d'une situation où casser des œufs est devenu une fin en soi, l'omelette ne servant plus que de prétexte pour continuer à les briser⁷. La terreur caractérise le moment à partir duquel la violence et l'action politique se confondent. A la lecture d'*Idéologie et terreur*, la terreur totalitaire apparaît comme un processus quasiment autonome sur lequel ses propres auteurs ne semblent plus avoir prise. Si tout régime peut recourir à la violence pour assurer son fonctionnement dans certaines circonstances, la terreur se présente comme le moment où le pouvoir politique a cessé de fonctionner et où seule la violence peut permettre d'assurer la cohérence du système. Le totalitarisme se caractérise ainsi par un mélange d'effervescence de l'espace public et d'impuissance des citoyens. L'agitation du mouvement pour lutter contre ses supposés adversaires n'a d'égale que son incapacité à résoudre les problèmes qui lui font face.

« Le pouvoir, tel que le conçoit le totalitarisme, réside exclusivement dans la force produite par l'organisation. [...] Pour Staline, la croissance et le développement ininterrompu

⁶ Ibid. p. 821

⁷ HANNAH ARENDT, *Les œufs se rebiffent*, in « La philosophie de l'existence et autres essais », page 177, Payot, 2000

de l'encadrement policier étaient incomparablement plus importants que le pétrole de Bakou, le charbon et le minerai de l'Oural – bref que le plein développement du potentiel russe. »⁸ Le développement économique, politique, ou social, d'un pays n'est pas l'enjeu du pouvoir totalitaire. Seule sa propre organisation compte à ses yeux. Le régime occulte ainsi la réalité même de la vie de sa population, au point d'aboutir à une sorte de solipsisme idéologique dans lequel le mouvement se définit lui-même au détriment de toute réalité concrète. Il parvient ainsi à un niveau de nihilisme qui l'oppose à toute théorie politique. Ni la liberté politique, ni la volonté de pouvoir, ni même l'intérêt économique ou social ne permettent de rendre compte du fonctionnement des régimes totalitaires.

Dans cette perspective l'autodestruction du régime fait partie intégrante des mécanismes de la terreur totalitaire. Arendt développe en effet l'idée que la destruction de l'Allemagne à la fin de la seconde guerre mondiale doit être analysée à l'aune d'un mouvement fasciste mondiale. En l'absence d'une victoire totale sur les alliés, les hauts-dignitaires nazis auraient délibérément choisi de sacrifier le territoire et le peuple allemand pour assurer la survie du mouvement fasciste international. L'annihilation des villes allemandes sous les bombes alliées ne seraient dès lors que le résultat d'une politique voulue et assumée par Hitler consistant à faire de l'Allemagne le martyr de la cause fasciste. Arendt pousse son raisonnement jusqu'à affirmer que les autorités allemandes ont sciemment « fait trainer la guerre jusqu'à l'arrivée des Russes sur l'Elbe et l'Adriatique pour donner à leurs mensonges sur le danger bolchévique un fondement post facto dans la réalité. »⁹ (sic.)

Bien différent de la vieille vision impérialiste allemande défendue par l'armée, ce qui explique la rupture finale entre le chancelier suprême et les officiers de la Wehrmacht, une telle idéologie ne se soucie guère de l'existence d'un Etat national : son seul objectif est sa victoire en tant que mouvement d'idée. L'autodestruction de l'Allemagne apparaît dès lors comme un moyen de transformer le mouvement national-socialiste en une organisation fasciste disséminée dans tous les pays du monde. La prophétie auto-réalisatrice que constitue l'invasion de la Russie et la défaite qui lui a succédé est donc considéré comme telle par les dirigeants du III^e Reich, prêts à sacrifier leur propre victoire pour prouver l'effectivité de leur idéologie ; fut-ce au prix de l'occupation du territoire allemand par les Russes et sa transformation en un régime communiste pérenne pendant plus de quarante ans.

⁸ *Les Origines du totalitarisme.*, p. 756

⁹ HANNAH ARENDT, *Humanité et terreur*, p. 134, Payot, 2017

Si on peut trouver ce prix chèrement payé pour rendre un mensonge plus crédible, il va toutefois dans le sens de la conception arendtienne du totalitarisme comme un régime à la fois irrationnel et profondément cohérent. Pour Hannah Arendt, l'aliénation totalitaire est telle que la propagande y prend la forme d'un véritable monde de mensonge, prenant le pas sur la réalité des faits. Les nazis vivent tellement coupés de la réalité du monde qu'ils sont prêts à tous les sacrifices pour promouvoir leur idéologie. *Les Origines du totalitarisme* nous présente de la sorte un système inintelligible et irrationnel. Véritable rupture avec la tradition politique, le totalitarisme se présente comme un système en vase clos, mû par une idéologie et une terreur sans fin qui alimente l'impression d'un mouvement fonctionnant presque par lui-même indépendamment des actions et des motifs de ses membres.

B. Les limites d'un concept

La radicalité de la description du totalitarisme est problématique à plus d'un point. Bien qu'Arendt soit en partie revenue sur ces analyses – rappelant notamment que même pour de tels régimes il est impossible d'éliminer entièrement tous les textes et témoignages relatant un événement – sa description du totalitarisme illustre la nouveauté radicale du tel régime : celle d'un mouvement destructeur dont la volonté est de substituer son idéologie au réel. Les leaders des mouvements totalitaires sont à ce point coupés de la réalité du monde que le mensonge devient le mode normal de leur existence, sans qu'ils ne puissent plus distinguer la réalité de la fausseté. En l'absence d'un contre-pouvoir capable de contredire le discours officiel, le mensonge s'impose comme la seule donnée du vécu, au détriment d'une réalité qui n'a rien perdu de sa complexité. Seul l'exercice d'une terreur sans fin permet aux régimes totalitaires de persévérer dans leur être, en imposant un mouvement continu et dépourvu de sens comme unique moteur de l'action humaine.

1. La question de l'art soviétique

Hannah Arendt pousse son analyse au point d'affirmer l'incompatibilité de l'art et du totalitarisme. Si les mouvements totalitaires exercent une certaine fascination sur les mouvements d'avant-garde artistiques, ils ne peuvent tolérer la liberté et la spontanéité qui émanent de la figure de l'artiste. Aussi, dès qu'ils parviennent au pouvoir, les régimes totalitaires éliminent les « vrais talents » artistiques et intellectuels pour les remplacer par des « imbéciles dont le manque d'intelligence et de créativité reste la meilleure garantie de leur loyauté »⁷. Plus qu'une censure des œuvres qui ne correspondrait pas à la doxa officielle, il

s'agit d'un véritable rejet du processus de création en tant que tel, jugé inutile voire dangereux par les leaders totalitaires ; « La domination totale ne tolère la libre initiative dans aucun domaine de l'existence ; elle ne tolère aucune activité qui ne soit pas entièrement prévisible. »¹⁰ Hostile à la liberté, le totalitarisme voit dans toute initiative artistique ou intellectuelle un danger pour sa propre existence, quelle que soit par ailleurs l'obédience politique des auteurs.

Une telle affirmation se heurte toutefois à la réalité de la vie artistique et intellectuelle de l'URSS stalinienne, beaucoup plus riche que ce qu'Arendt suggère. Si on affirme que l'art ne peut pas exister dans un régime totalitaire, que faire en effet de Boulgakov, d'Eisenstein, de Chostakovitch, de Simonov, de Prokofiev, ou de Rostropovitch ? Doit-on les considérer comme ces « imbéciles et ces illuminés » dépourvus de talents dont parle Arendt ou bien s'agit d'une anomalie de l'histoire incompatible avec le concept de totalitarisme ? Tantôt persécutés et tantôt adulés par le pouvoir, voire les deux à la fois, tous ces artistes ont eu des parcours et des destins diversifiés, qui prouvent que le régime n'avait pas une réponse unique à appliquer à l'ensemble des créateurs. Malgré la censure idéologique imposée par le réalisme soviétique, la relation du pouvoir bolchévique avec les artistes est beaucoup plus complexe qu'Arendt le suggère. Un poète futuriste comme Maïakovski se voit ainsi accorder des funérailles nationales à la suite de son suicide en 1930, tandis qu'Isaac Babel est exécuté en 1940 malgré la publication de *Cavalerie rouge* (1929) et des *Récits d'Odessa* (1931). On peut d'ailleurs légitimement se demander ce qu'il serait arrivé à Molière s'il avait composé un poème comme le *Montagnard du Kremlin* à la cours de Louis XIV.

« Staline respectait le talent artistique, préférant en général tuer des politicards du Parti que de brillants poètes. [...] Il préservait la plupart de ses génies, comme Chostakovitch, Boulgakov, Eisenstein, en leur téléphonant parfois pour les encourager, d'autre fois les dénonçant et les ruinant. »¹¹ Si on peut parler de la vie artistique en termes de censure, de propagande, et de lutte des auteurs pour la liberté d'expression et la survie, on ne peut pas affirmer que « les tiroirs des écrivains et des artistes étaient vides »¹² jusqu'à la mort de Staline. L'art fait partie intégrante de la Russie stalinienne. Ecrire est un acte dangereux qui amène l'auteur à frayer avec le pouvoir et le confronte à des conséquences pouvant aller

¹⁰ *Les Origines du totalitarisme*, p. 655

¹¹ MONTEFIORE SIMON SEBAG, *Le jeune Staline*, p. 95, Paris, édition Calmann-Lévy, 2008

¹² *Les Origines du totalitarisme*, p. 212

jusqu'à sa propre élimination, mais il est faux d'affirmer que l'art est absent des régimes totalitaires. Comme dans une tyrannie, la capacité des artistes à survivre et à s'exprimer tient avant tout à leur capacité à plaire au pouvoir. Le jugement des pairs et les goûts personnels du leader a davantage de poids que l'ordre idéologique instauré par le réalisme soviétique.

2. *Une violence intelligible*

Les travaux plus récents d'historiens nous invitent dès lors à nuancer la théorie d'Hannah Arendt. Orlando Figes¹³, en particulier, nous livre une vision relativement différente de la société stalinienne. Si le régime se caractérise bien par une violence permanente et une politique de censure oppressive vis-à-vis de tout ce qui sort de la propagande officielle, il ne s'agit pas pour autant d'un système faisant perdre tout sens de la réalité à ses membres. Malgré une surveillance omniprésente qui rend risquée toute prise de position publique comme privée, les informations continuent de circuler, alimentées par les chuchotements des citoyens plutôt que par leurs discours. De même, si la conception du leader totalitaire coupé du monde par son cercle d'intimes nous renvoie immédiatement l'image d'Hitler enfermé dans son bunker et envoyant au combat des divisions qui n'existent plus, il s'agit là du symptôme d'une fin de règne sanglante, propre aux tyrannies de Caligula jusqu'à Kadhafi, plutôt que le fonctionnement ordinaire du régime.

Le chef suprême de l'URSS décrit par Simon Sebag Montefiore¹⁴ s'apparente ainsi plus à un tyran autoritaire, parfaitement au courant de ce qui se passe dans son pays et utilisant la propagande pour son pouvoir personnel, qu'à un être coupé du monde et pris au piège de ses propres illusions. Le mensonge n'apparaît pas comme une fiction se substituant au monde commun mais comme un outil au service d'un pouvoir tyrannique. Au cœur du système totalitaire, Staline n'est non seulement pas dupe de ses propres mensonges, mais assume leur caractère fictif. Il conçoit lui-même sa propre propagande comme une image présentée aux yeux du monde, tout en sachant bien que la réalité n'est pas ce qu'il décrit. Cette conscience de soi et de ses propres mensonges ne rend d'ailleurs pas le système moins violent : avoir conscience d'utiliser des faux témoignages pour faire exécuter des adversaires potentiels ne rend pas la sentence plus clémente pour les victimes.

¹³ FIGES ORLANDO, *La révolution russe : 1891-1924, la tragédie d'un peuple*, Paris : Gallimard, 2009

¹⁴ MONTEFIORE SIMON SEBAG, *Staline, la cour du tsar rouge*, Paris : édition Perrin, 2010

Au cœur même du système se retrouvent donc les fonctions traditionnelles de la manipulation des faits : dissimuler ou modifier les événements passés afin de mettre en scène une image du pouvoir, au nom d'une action politique concrète. Les évolutions techniques ont permis une manipulation de masse, tandis que les régimes dit totalitaires ont fait sauter les barrières limitant la mise en œuvre d'une telle politique, mais ils n'ont pas pour autant changé le rôle fondamental du mensonge en politique. De la même manière, la violence des régimes totalitaires est rationalisable en termes de fins et de moyens. Loin de l'imaginaire arendtien d'une terreur sans fin tournant sur elle-même en quête de nouveaux ennemis, la violence apparaît comme un outil au service d'une politique concrète.

Qu'il s'agisse des purges staliniennes, de la dékoulakisation, ou du goulag, la violence à l'œuvre dans la Russie stalinienne est d'abord au service de la politique du pouvoir central. Loin d'une violence aveugle ayant pour seule finalité de faire tourner le système à vide, la violence de masse est liée à des enjeux spécifiques de lutte de pouvoir et d'exploitation du territoire ou de la population. La terreur est au service d'une ingénierie économique et social voulue par le pouvoir. Les travaux de Nicolas Werth nous montrent d'ailleurs toute la dimension entropique et arbitraire à l'œuvre dans ce processus, qui n'est pas sans soulever l'étonnement voire l'opposition au sein du parti¹⁵. De la même manière, Adam Tooze nous montre les enjeux économiques qui sous-tendent le plan grand Est, dans le *Salair de la destruction*. Loin d'une guerre de destruction gratuite, l'invasion de la Russie obéit à un désir d'appropriation des terres, la politique d'extermination qui l'accompagne ayant pour but d'en débarrasser les occupants¹⁶.

La violence totalitaire n'est pas un phénomène inintelligible mais obéit à une rationalité utilitaire s'exerçant au détriment de la vie des populations. Qu'il s'agisse d'une finalité économique dans le cas de la collectivisation ou de mobiles plus triviaux, comme ceux qui finissent par sceller le sort Tatiana Okounevskaïa ou de Nicolaï Starstine – célèbre joueur de foot envoyé au goulag par Beria en 1942 pour avoir battu son équipe fétiche¹⁷ – la violence est liée à des motifs qu'on peut saisir et appréhender. Il n'est pas nécessaire de recourir au concept de totalitarisme pour comprendre la brutalité des purges et des déportations de masses organisées par le pouvoir soviétique. Ne voir en Beria « que le fonctionnaire des masses qu'il

¹⁵ WERTH NICOLAS, *L'île aux cannibales : 1933, une déportation-abandon en Sibérie*, Paris : Perrin, 2008

¹⁶ ADAM TOOZE, *Le salaire de la destruction : formation et ruine de l'économie nazie*, Paris : Les Belles lettres, 2012

¹⁷ ANNE APPLEBAUM, *Goulag : une histoire*, p. 312, Grasset, 2003

conduit »¹⁸ comme le fait Hannah Arendt, revient à faire l'impasse sur les aspects les plus saillants de sa personnalité. La politique stalinienne n'est pas « au-delà de toute compréhension humaine ». Elle peut se concevoir en terme humains – trop humains pourrait-on ajouter – de volonté de pouvoir, de calculs économiques, ou de fanatisme idéologique, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir l'idée d'une terreur dépourvue de motifs.

3. *L'héritage colonial*

La violence de masse n'est d'ailleurs pas propre aux régimes totalitaires et s'avère davantage le résultat de l'ère industrielle que d'un régime spécifique. Il n'y a pas de rupture dans l'ampleur des meurtres de masse entre le 19^e et le 20^e siècle. En terme statistique, « l'ère des empires » n'a pas été moins violente que « l'âge des extrêmes ». Entre 1851 et 1864 la révolte des Taiping se solde ainsi par un nombre de mort aussi élevé que la première guerre mondiale, inaugurant un siècle de catastrophes humanitaires qui trouvera son paroxysme dans le Grand Bond en avant. La constitution des empires coloniaux se fait au prix de la destruction des populations indigènes. Déportation et exterminations forment ainsi la matrice du projet colonial. Critiques et partisans de la conquête n'hésitent d'ailleurs pas à employer ces termes pour qualifier la politique de Bugeaud en Algérie, où l'élimination de tribus entières a été présentée comme une nécessité pour terroriser les populations civiles. Cette politique de la terre brûlée à grande échelle s'est alors traduite par la désagrégation de la structure sociale algérienne et par une chute démographique, allant jusqu'à un tiers de sa population selon les historiens¹⁹. Une telle volonté d'extermination est d'ailleurs clairement identifiée dans le massacre des Hereros et des Namas par le général von Trotha en 1904, qui s'est soldée par la mort de 80% de la population de Namibie et la déportation des survivants en camps de concentration.²⁰

L'Inde britannique connaît également plusieurs famines de masse tout au long de son histoire qui, par leur ampleur comme par leurs mécanismes économiques, évoquent directement les famines causées par le pouvoir soviétique en Russie et en Ukraine. La transformation brutale de l'agriculture vivrière et collective indienne en une économie de marché destinée à l'exportation d'opium ou d'indigo se traduit en effet par une série de famines, se soldant chacune par plusieurs millions de victimes, entre 1770 et 1943. A ces

¹⁸ *Les Origines du totalitarisme* p. 636

¹⁹ R. RICOUX, *La démographie figurée de l'Algérie*, p. 260, Paris : Masson, 1880

²⁰ CHRISTINE DE GEMEAUX, *Nouvelle histoire des colonisations européennes*, p. 47, Presses universitaires de France, 2013

politiques économiques s'ajoutent de plus des convictions malthusiennes qui conduisent les autorités britanniques à imputer la famine au comportement moral des paysans indiens. Un rapport de 1881 justifie ainsi la politique du pouvoir colonial en affirmant que « 80% de la mortalité due à la famine concernaient les 20% les plus pauvres de la population » et que « si l'on arrivait à éviter ces morts, cette couche de la population serait de toute façon incapable d'adopter les mesures de prudence qui s'impose »²¹. De la même manière que le pouvoir soviétique a utilisé la famine comme un outil pour assurer la collectivisation, le pouvoir colonial a ainsi créé les conditions d'une famine de masse qui justifie l'idéologie libérale qui l'a produite.

Des mines de Potosi à l'exploitation du caoutchouc dans le Congo belge le pouvoir colonial s'est de plus largement appuyé sur le travail forcé et les déportations de masse, dont le goulag reproduit les mécanismes. Mis chacun en service à un peine un an d'écart, le canal de la mer blanche en URSS et le chemin de fer Congo-Océan en Afrique-Équatoriale française se sont ainsi soldés par la mort de plusieurs milliers d'ouvriers, faisant chacun respectivement 17.000 et 25.000²² victimes. L'époque des Lumières s'est elle-même traduite par la déportation de plus de 12 millions de personnes, privées de tout droit civique et condamnées à travailler dans des conditions mortifères. La traite atlantique constitue de la sorte un précédent d'une ampleur comparable aux politiques de déportations du régime soviétique.

L'ingénierie sociale à partir de laquelle les régimes totalitaires ont agi sur le corps social se trouve déjà en germe dans le contrôle économique exercé par le pouvoir colonial, qui constitue une véritable référence pour les régimes totalitaires. La politique de nettoyage ethnique entreprise en Europe de l'est par l'Allemagne nazie, s'inscrit elle-même dans la filiation des meurtres de masse commis pendant les conquêtes coloniales. Les dirigeants du III^e Reich n'ont pas hésité à se référer directement à l'impérialisme anglais pour illustrer leur démarche²³. Le totalitarisme n'introduit donc pas une rupture dans l'ordre de la modernité, mais constitue le prolongement d'une violence de masse déjà présente dans le fonctionnement ordinaire du pouvoir colonial.

²¹ DAVIS MIKE, *Génocides tropicaux : catastrophes naturelles et famines coloniales : 1870-1900 : aux origines du sous-développement*, p 42, La Découverte, 2006

²² Goulag : une histoire, p. 95

²³ GOEBBELS, *Journal*, 13 décembre 1941

C. Sortir du totalitarisme pour penser le communisme

A bien des égards, le totalitarisme s'apparente davantage à un concept intelligible trônant au ciel des idées, ou à une catégorie a priori au sens kantien comme le caractérise Pierre Bouretz²⁴, qu'à une théorie politique empiriquement construite. Malgré les limites du concept développé par la pensée arendtienne, il continue de marquer les représentations et les recherches sur le communisme. La démonstration que le régime stalinien est un régime totalitaire est devenue un véritable lieu commun académique, et la définition du communisme comme un système de terreur apparaît comme une problématique récurrente de la recherche historique. En s'attachant à démontrer la responsabilité de Lénine dans l'émergence du totalitarisme, le dernier ouvrage de Stéphane Courtois remet certes en cause l'idée d'une rupture ontologique entre Lénine et Staline, mais continue néanmoins à placer le communisme sous le patronage du totalitarisme. Une telle démarche contribue dès lors à restreindre l'histoire du communisme à la période stalinienne, et à en gommer les différences structurelles pour établir un lien avec le national-socialisme.

1. Où situer le totalitarisme ?

Comme Marc Ferro l'a fait remarquer²⁵, nazisme et stalinisme sont deux régimes distincts et antagonistes. Les deux mouvements n'ont ni la même chronologie ni la même emprise géographique. Le stalinisme s'inscrit dans l'histoire du communisme, un mouvement politique né au milieu du 19^e siècle et qui s'est étendu sur l'ensemble des 5 continents. Les partis communistes soviétiques, chinois, ou vietnamiens, font tous parties d'une idéologie commune malgré des relations politiques parfois tumultueuses. Le national-socialisme, au contraire, est un parti né au sortir de la 1^{ère} guerre mondiale et qui s'est effondré à la fin de la seconde. Malgré les quelques appels à une internationale fasciste, le mouvement est resté une idéologie étroitement liée à la nation allemande. De même ni l'idéologie ni le projet politique des deux mouvements ne sont réductibles l'un à l'autre. Le racisme impérialiste nazi s'oppose à l'internationalisme révolutionnaire promu par le communisme, et quoi qu'en disent les ordo-libéraux, le contrôle de l'économie et la collectivisation sont restés des spécificités communistes. Même au cœur de la guerre, l'appareil de production allemand est resté entre les mains d'une élite industrielle faiblement centralisée, et le contrôle de l'économie n'a pas dépassé les pratiques des autres belligérants.

²⁴ Pierre BOURETZ, « Le totalitarisme : un concept philosophique pour la réflexion historique », *Communisme*, n° 47-48, 1996, p. 40

²⁵ FERRO MARC, *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*, Paris : Hachette, 1999

Le concept de totalitarisme contribue à amalgamer les deux régimes en effaçant leurs divergences et en soulignant leurs ressemblances. Certaines thèses consistent à plaquer des traits spécifiques d'un des régimes sur l'autre, créant de la sorte l'impression d'une proximité fictive. Michel Foucault fait ainsi du racisme le fondement idéologique du totalitarisme, au mépris de l'opposition du communisme à l'idée de guerre des races²⁶. De même Enzo Traverso insiste sur le virilisme à l'œuvre dans les régimes totalitaires²⁷, passant à côté de la politique ouvertement féministe du régime stalinien en matière d'accès à l'éducation, d'égalité des salaires, ou de place des femmes dans l'industrie et l'armée. Réciproquement les traits communs au nazisme et au stalinisme sont exacerbés au point d'en faire un phénomène unique propre aux deux régimes, quitte à occulter les points communs avec d'autres régimes politiques. Propagande et falsification des faits ont beau faire partie intégrante du pouvoir stalinien comme hitlérien, elles ne suffisent pas pour définir un régime politique à part entière tant elles font partie de la vie politique – à moins de voir en Ramsès II le premier dirigeant totalitaire pour sa manipulation de la bataille de Qadesh à des fins de propagande.

La dimension novatrice du régime soviétique n'est pas à chercher dans sa nature totalitaire mais dans son caractère socialiste. Les différents partis et régimes communistes possèdent une histoire et des pratiques communes. Le concept de totalitarisme nous enferme dans l'idée selon laquelle Staline serait plus proche d'Hitler que de Mao ou de Tito, avec lesquels il partage pourtant une idéologie commune. Ainsi, dans *Le passé d'une illusion*, François Furet ne mentionne quasiment pas les expériences asiatiques ou américaines du communisme, se concentrant exclusivement sur l'URSS, et s'attache davantage sur ses liens avec les régimes fascistes dans l'entre-deux guerres, que sur ceux entre la Russie soviétique et Cuba.

Le concept de totalitarisme enferme de la sorte l'interprétation du communisme dans une relation quasi-exclusive entre le régime nazi et le régime stalinien, auquel lui adjoint parfois le régime maoïste. Or les mouvements communistes s'inscrivent dans une temporalité propre qui n'a que peu à voir avec la chronologie du fascisme. L'histoire du communisme est antérieure à la prise de pouvoir de Staline ou même à la révolution d'octobre, et continue au-delà de la chute du mur de Berlin. L'accession de Xi Jinping au pouvoir absolu et les récentes négociations entre les deux Corées nous rappellent d'ailleurs que des régimes communistes

²⁶ MICHEL FOUCAULT, *Il faut défendre la société*, Paris : Gallimard, Seuil, 1997

²⁷ TRAVERSO ENZO, *Le totalitarisme*, Paris : Le seuil, 2002

sont parfois d'une brûlante actualité. Loin d'un reliquat du passé, l'histoire du communisme est toujours active, réalité concrète pour des centaines de millions de personnes. Si l'expérience politique du parti communiste indonésien est distincte de celle de la république populaire de Pologne, ces deux mouvements partagent une idéologie et une histoire commune, masquée par l'amalgame entre la Russie stalinienne et l'Allemagne nazie. Situer le communisme implique dès lors de sortir de la conception d'un régime en rupture avec la modernité pour réinterpréter l'unité d'un mouvement ayant eu des conséquences sur tout le 20^e siècle.

2. *Repenser l'unité du communisme*

Les différents mouvements communistes peuvent être définie par un ensemble de pratiques et d'expériences communes qui en font un ensemble cohérent et distinct des autres mouvements politiques du 20^e siècle. Le communisme est tout d'abord un mouvement marxiste. Quelles que soient par ailleurs les divergences qui existent entre trotskysme, léninisme, maoïsmes, titisme, ouvriérisme, ou d'autres tendances comme le Juche nord-coréen, les différentes branches qui composent la nébuleuse communiste sont profondément liées par les travaux de l'auteur du *Capital*. Tous ces mouvements peuvent ainsi être rassemblés autour d'un corpus idéologique commun, qui les rends irréductibles à toutes les organisations ne partageant pas ces convictions fondamentales. La certitude que les évolutions historiques sont liées à la lutte des classes, dont l'objectif est l'abolition de la société capitaliste, est la base de tout mouvement se réclamant du communisme. Si les positions sur le rôle de l'Etat, la dictature du prolétariat, ou même l'économie de marché, ont pu varier selon les régimes et les époques, la pensée de Marx reste au cœur de l'histoire du communisme.

Bien que cette remarque puisse paraître triviale, elle n'en pas moins essentielle tant certains travaux semblent vouloir remettre en cause cette filiation, soit pour préserver la pensée marxienne, soit pour établir un lien idéologique avec les mouvements fascistes. Pourtant si Marx n'appartient pas qu'à la mouvance communiste, et n'est évidemment pas responsable des crimes commis par les dictatures socialistes, l'ensemble des mouvements communistes se réfèrent à la pensée marxiste. Pendant près d'un siècle les dirigeants et intellectuels communistes ont vécu avec la conviction que le projet d'un monde socialiste allait dans le sens de l'histoire. Bien que ces certitudes aient pu considérablement décliner à partir de la fin du 20^e siècle, il est essentiel de prendre ces fondements idéologiques au sérieux pour pouvoir comprendre les motifs de leurs politiques. Toute tentative de caractériser le

communisme sans tenir compte de l'idéologie marxiste ne peut qu'échouer, comme le fait Michel Foucault en tentant de le définir de la même manière que le nazisme à partir de l'idée de guerre des races.

L'unité du communisme est également liée à l'expérience de la persécution. Qu'il s'agisse de partis politiques intégrés dans des démocraties, de guérillas révolutionnaires comme les FARC, ou de partis uniques, les mouvements communistes ont tous été confrontés à un moment ou l'autre de leur histoire, à la violence de l'anticommunisme. Cette répression est d'abord la conséquence du rejet de la société contemporaine prôné par le marxisme. Contre à l'opposition au capitalisme affichée dès les origines du mouvement, les pouvoirs publics ont répondu par un usage de la force, y compris dans les régimes démocratiques comme le démontre l'exemple du maccarthysme. Véritable paroxysme de cette lutte contre les partis communistes, les massacres de 1965 en Indonésie ont fait plus d'un demi-million de victimes en l'espace de quelques mois. Le communisme s'est ainsi constitué dans cette expérience commune de la répression. Violence originelle à laquelle les mouvements fascistes n'ont d'ailleurs jamais été confrontés.

Plus que par une opposition entre démocratie et totalitarisme, l'histoire du 20^e siècle est traversée par une opposition entre communisme et anticommunisme, depuis la révolution de 1905 jusqu'aux derniers soubresauts de la guerre froide. La violence structurelle qui semble animer l'ensemble des régimes socialistes est liée à ce conflit originel qui conditionne leur rapport au pouvoir. Il est impossible de saisir la militarisation de la Corée du nord et la crise nucléaire qui l'accompagne sans tenir compte de l'occupation japonaise de la péninsule ni surtout de la guerre de 1953. Penser les expériences communistes implique dès lors de repenser cette opposition, qui éclaire leurs histoires. Il ne s'agit pas de lier le communisme au seul fascisme mais d'analyser les mouvements dans leurs contextes politiques respectifs, face aux oppositions qu'ils n'ont pas manqué de soulever.

3. *Communisme et violences de masse*

Les meurtres de masse commis par les régimes socialistes ont constitué l'un des principaux arguments de leur amalgame sous la catégorie de totalitarisme. Bien que les évaluations aient tendance à varier considérablement, la violence de ces mouvements n'est plus à démontrer. De Lénine à Pol Pot, les dirigeants communistes ont été directement responsables de certaines des plus grandes catastrophes humanitaires du 20^e siècle. Cette

violence n'est pas propre aux régimes communistes, puisqu'on la retrouve déjà dans le système colonial comme on l'a montré précédemment. Elle y prend toutefois une forme spécifique qui implique une analyse particulière pour mieux cerner l'expérience communiste.

Contrairement à la politique nazie, les dispositifs mis en place dans les régimes socialistes n'ont en effet pas tant consisté à éradiquer qu'à soumettre les populations. Nicolas Werth parlera à ce propos d'une véritable ingénierie sociale pour décrire ce processus de terreur et de déportation au service du façonnage du corps social, plutôt qu'à la destruction de groupes étrangers. La collectivisation des campagnes ou la sédentarisation forcée des peuples nomades sont autant de politiques dont l'objectif est de réguler l'organisation sociale en lui imposant une nouvelle identité collective. Ce dispositif procède alors par l'épuration des éléments considérés comme non conforme au nouvel ordre, qu'il s'agisse de classes comme les koulaks, d'opposants politiques, ou d'*éléments socialement dangereux*. Mis à part dans le Cambodge des Khmers rouge, la volonté de destruction de l'autre apparaît secondaire par rapport à celle de la régulation sociale : « Notre but, conclut Kaganovitch, au-delà de la question brûlante et immédiate des collectes, et de faire des Cosaques des kolkhoziens soviétiques »²⁸.

Cette importance de la régulation se traduit dans le système du goulag, caractérisé à la fois par des taux de mortalité relativement faibles (4 % par an en moyenne), un taux de rotation très important (entre 20 % et 40 % de la population du goulag est relâchée chaque année), et une véritable emprise sur la vie socio-économique du pays puisque plus d'un adulte sur six y est passé entre 1930 et 1950²⁹. Cette dimension du camp socialiste apparaît également dans le régime maoïste et le système du laogaï, encore plus marqué par l'idée de redressement par le travail. Depuis la Russie soviétique jusqu'au Laos, les différents régimes socialistes ont utilisé la violence comme un outil d'ingénierie sociale pour organiser les masses de populations. Le dispositif disciplinaire y est au service d'une politique sur la vie, dont l'objectif est le déploiement de la population selon une grille socio-politique définie. De même les famines de masses à l'œuvre en Russie ou en Chine sont révélatrices de régimes ayant *laissé mourir* leur population, au nom d'une politique de développement autant économique qu'idéologique.

²⁸ NICOLAS WERTH, *La Terreur et le désarroi : Staline et son système*, p.241, Paris : Perrin, 2007

²⁹ Ibid.

Plus que le nazisme, les régimes socialistes se présentent ainsi comme l'illustration la plus aboutie de la notion foucauldienne de biopouvoir, c'est-à-dire un pouvoir portant sur les populations plutôt que sur les territoires, et cherchant à en réguler le développement et l'identité. Lorsqu'on analyse ce qui se trouve derrière les purges ou la collectivisation, l'expérience communiste se présente comme une entreprise de façonnage du corps social. L'enjeu est alors de resituer la violence du communisme dans son rapport à la modernité. Au lieu de penser le totalitarisme comme une rupture avec l'ordre du monde moderne, l'objectif est de saisir comment les expériences communistes s'inscrivent dans une nouvelle conception du pouvoir en tant que régulation des populations. Il s'agit dès lors de penser le communisme comme l'un des moteurs des évolutions de la politique moderne, plutôt que comme une aliénation radicale de la vie politique.

Conclusion : le mythe totalitaire

Confrontée au sortir de la guerre à la radicalité de la violence nazie et à son apparente irrationalité, Hannah Arendt a cherché à rendre compte de la désolation du monde en développant une conception du totalitarisme comme rupture avec la modernité et la condition humaine. Véritable aliénation de toute action politique, le totalitarisme se présente comme un régime de terreur absolue, où la propagande prend le pas sur toute perception du monde au point de concurrencer le réel et de nier jusqu'à la simple notion de fait. Conçu d'abord pour apporter une réponse philosophique aux crimes du national-socialisme, le concept va rapidement s'étendre au régime stalinien et va permettre de rendre compte des crimes du régime en l'amalgamant au nazisme.

Si le totalitarisme a pu apparaître comme une réponse pertinente à la désolation du monde à la fin de la seconde guerre mondiale et à mesure que les crimes du communisme ont été progressivement révélés, il est aujourd'hui de prendre conscience des limites d'un tel concept. En faisant du totalitarisme un phénomène marqué par l'irrationalité, la notion établit une rupture avec le monde moderne et interdit de penser la continuité de la violence totalitaire avec les phénomènes antérieurs, en particulier la violence coloniale, alors qu'il s'agissait du premier objectif de l'œuvre d'Hannah Arendt. La radicalité du concept ne rend par ailleurs pas bien compte de la réalité des mécanismes politiques et sociaux à l'œuvre dans les régimes totalitaires. La description d'un régime de domination totale où ne joue plus aucune forme de pouvoir traditionnel et mené exclusivement par des hommes incapables de penser, masque les

archaïsmes de régimes où l'arbitraire a joué un rôle prépondérant. Enfin, la focalisation sur les régimes nazis et staliniens interdit de penser l'histoire du communisme pour elle-même, faisant planer l'ombre du totalitarisme sur l'analyse des régimes socialistes.

Le totalitarisme reste pourtant une notion dominante dans nos représentations des phénomènes du 20^e siècle qui parvient à s'imposer jusqu'au cœur de la recherche en sciences sociales. La récupération du concept à des fins électorales par François Fillon dans son *Totalitarisme islamique*, montre le poids qu'il continue à avoir dans l'imaginaire collectif. Les sciences sociales se trouvent ainsi dépendantes d'une notion politique dont elles dénoncent par ailleurs les apories. Tout en désignant le totalitarisme comme une abstraction « qu'on applique aux faits historiques beaucoup plus souvent qu'on ne la déduit de leur analyse »³⁰, Enzo Traverso continue pourtant d'en justifier son utilisation pour sa pertinence dans le champ éthico-politique. L'objectif du totalitarisme ne serait dès lors pas de rendre compte des de la réalité factuelle des événements, mais de servir d'idéal-type pour comprendre les possibilités d'aliénation de la vie politique et de mètre-étalon pour juger les évolutions des sociétés contemporaines.

Une telle interprétation consiste toutefois à doter le totalitarisme d'une fonction mythologique. Si la notion de régime totalitaire est une abstraction n'étant jamais parvenue à son plein développement dans la réalité des faits, mais qu'on continue pourtant à utiliser pour expliquer le passé et éclairer l'avenir, alors le totalitarisme est un mythe, qui joue le même rôle pour nos sociétés contemporaines que la guerre de Troie pour les Cités grecques. L'idée de totalitarisme relève davantage de la littérature que de l'analyse historique ou politique. De *1984* à *The handmaid tale*, les régimes totalitaires se sont incarnés dans des œuvres de fiction, où l'idée de contrôle totale et absolue peut s'imposer dans un scénario, sans être confrontée à l'imprévisibilité de l'action humaine.

Pour situer le communisme, il est donc nécessaire de laisser le totalitarisme à la littérature où il peut jouer pleinement son rôle d'idéal-type. Penser les expériences socialistes dans leur réalité concrète et locale implique d'étudier les rapports de pouvoir qui s'y jouent, les évolutions sociales, et les adaptations idéologiques, sans y plaquer le schéma d'un régime mythique en rupture avec la condition humaine.

³⁰ TRAVERSO ENZO. « Le totalitarisme : Histoire et apories d'un concept ». In : *L'Homme et la société*, N. 129, 1998. Regards sur l'humanitaire. pp. 97-111.

Biographie

Arthur Guezengar est doctorant en philosophie politique à l'université Grenoble Alpes, sous la direction de Thierry Menissier. Ses travaux portent sur la question du racisme dans la pensée d'Hannah Arendt, et confrontent sa conception de la condition humaine à son interprétation du totalitarisme.

Bibliographie

HANNAH ARENDT, *Origines du totalitarisme*, Paris : Quarto Gallimard, 2010, traduit par Micheline Pouteau, Martine Leiris, Jean-Loup Bourget, Robert Davreu, et Patrick Levy

COURTOIS STEPHANE, *Lenine : l'invention du totalitarisme*, Paris : Perrin, 2017

FITZPATRICK SHEILA, *Dans l'équipe de Staline : de si bons camarades*, traduit par Jacques Bersani, Paris : Perrin, 2018

FERRO MARC, *Nazisme et communisme : deux régimes dans le siècle*, Paris : Hachette, 1999

FIGES ORLANDO, *Les chuchoteurs*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris : édition Denoël, 2009

FIGES ORLANDO, *Les amants du goulag*, traduit de l'anglais et du russe par Pierre-Emmanuel Dauzat. – Paris : Presses de la Cité, 2012

FIGES ORLANDO, *La révolution russe : 1891-1924, la tragédie d'un peuple*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, préface de Marc Ferro, Paris : Gallimard, DL 2009

LOUGOVSKAĀ NINA, *Journal d'une écolière soviétique*, traduit du russe par Viviane Mikhalkov, Paris : R. Laffont, 2005

MONTEFIORE SIMON SEBAG, *Staline, la cour du tsar rouge*, volume I et II, traduit par Florence la Bruyère et Antonina Roubichou-Stretz, Paris : édition Perrin, 2010

TRAVERSO ENZO, *Le totalitarisme*, Paris : Le seuil, 2002

TRAVERSO ENZO, *L'histoire comme champ de bataille : interpréter les violences du XXe siècle*, Paris : la Découverte, 2010

WERTH NICOLAS, *L'île aux cannibales : 1933, une déportation-abandon en Sibérie*, Paris : Perrin, 2008

WERTH NICOLAS, *La Terreur et le désarroi : Staline et son système*, Paris : Perrin, 2007